

## Sommaire / Summary

↳ Bangladesh : visite de Xi Jinping : convergences dans le textile avec la Chine	1
↳ Cambodia : Gouvernement, labor body cement ties	3
↳ Chinese clothing & textile industry strives to boost competitiveness	5
↳ China : soaring costs force more Chinese firms to look overseas	7
↳ Ethiopia : Messe Frankfurt launching textile show	10
↳ Ethiopie : des usines textiles attaquées	12
↳ France : Lectra lance la huitième génération de Modaris	14
↳ France : Lectra : « ma méthode, la démocrature »	16
↳ Ile Maurice : plus de dix entreprises ont délocalisé vers Madagascar	19
↳ Inde : Gap signe avec Arvind pour être en ligne en Inde	21
↳ India : roadshows to promote textile	23
↳ Indonesia mulls plans to give incentives to country's textile industry	25
↳ Madagascar : le secteur textile en pleine expansion	27
↳ Madagascar : les exportations ont plus que doublé	29
↳ Maghreb : face à érosion des commandes européennes	31
↳ Maroc : un tiers des objectifs d'écosystèmes textiles déjà atteint	33
↳ Maroc : 57 projets et 1,2 milliard DH d'investissements depuis mars 2015	35
↳ Maroc : l'industrie textile revient dans les radars	37
↳ Pakistan : preferential treatment to textile : US rejects key demand	40
↳ Pakistan proposes Rs200 bn for textile sector revival	41
↳ Pakistan : textile exports slumped by 12.1 pc in September	42
↳ Sri Lanka : EU, India & China on Sri Lanka's apparel export radar	44
↳ Tunisie : le textile-habillement tunisien à Maroc in Mode à Marrakech	45
↳ Tunisie : hausse de l'investissement (sauf dans le textile, cuir !)	47
↳ Turkey : Syrian kids in Turkey must go to work, not school	48
↳ USA : garments from Bangladesh, China, Vietnam on US exploitative labor list	51
↳ USA : China clothing maker to locate in Arkansas, hire 400	53
↳ Vietnam : easier life for textile traders ?	57
↳ Vietnam : entrée en vigueur du FTA avec l'UE	58
↳ Vietnam : far eastern new century to expand business in Vietnam	60
↳ Vietnam : free trade deal to boost EU-Vietnam trade by 50 %	61
↳ Vietnam : le taiwanais Far Eastern souhaite étendre ses activités à Binh Duong	63

\*\*\*\*\*

# La visite de Xi Jinping au Bangladesh va constituer un nouveau jalon des relations bilatérales

le Quotidien du Peuple en ligne | 13.10.2016 09h05

## À lire aussi :

Le président chinois Xi Jinping va bientôt faire une visite d'État au Bangladesh ; ce sera la première visite au Bangladesh d'un chef d'État chinois depuis 30 ans, et c'est pourquoi cette étape sera d'une grande importance pour les relations sino-bangladaises.

Selon Ye Hailin, Secrétaire général du Centre de recherches sur l'Asie du Sud-est de l'Académie chinoise des sciences sociales, qui a été interrogé par le journaliste du Quotidien du Peuple, le Bangladesh, situé en Asie du Sud-est, est un pays important de la baie du Bengale, mais aussi un partenaire-clé de la Chine pour la construction de l'initiative « une Ceinture et une Route ». Avant le lancement de cette initiative, la Chine et quelques pays d'Asie du Sud-est avaient déjà conjointement mis en œuvre un mécanisme de coopération entre la Chine, l'Inde, le Bangladesh et le Myanmar ; c'est un mécanisme de coopération régionale majeur dans le Golfe du Bengale, dans lequel le Bangladesh a joué un rôle crucial.

L'emplacement du Bangladesh est très important : d'une part, se trouvant dans la zone de l'anneau de la baie du Bengale, le Bangladesh y joue un rôle central ; d'autre part, pour faire progresser la coopération économique, de la Route du Thé à cheval en direction du Yunnan et de la Route de la Soie du Sud en direction de l'Asie du Sud-est, le Bangladesh l'un des partenaires essentiels de la Chine. En outre, la population du Bangladesh est très jeune, et le développement rapide de son secteur de la fabrication va apporter de nombreuses opportunités commerciales aux entreprises chinoises.

Le Bangladesh et la Chine sont des voisins amicaux traditionnels. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 41 ans, le développement sain et stable des relations sino-bangladaises et les échanges de haut niveau entre les deux pays ont maintenu une bonne dynamique, la coopération pragmatique dans les domaines du commerce et de l'investissement, l'approfondissement des échanges culturels connaissent des progrès constants. Chai Xi, ancien ambassadeur de Chine au Bangladesh, a déclaré au journaliste du Quotidien du Peuple que la Chine et le Bangladesh ont une longue tradition d'amitié. Le Bangladesh possède des ressources limitées, il est régulièrement victime de catastrophes naturelles, et depuis longtemps, le gouvernement chinois a toujours apporté soutien et assistance dans tous les domaines, et

notamment en cas de catastrophe naturelle majeure, la Chine donne un coup de main dès les premiers instants.

Depuis 1980, la Chine a aidé à construire sept ponts au Bangladesh, qui ont joué un rôle positif pour améliorer les conditions de circulation locales et promouvoir le développement économique local. Actuellement, le huitième projet, le Pont de l'amitié Sino-bangladaise, est en cours de construction. Pour exprimer sa gratitude au gouvernement chinois, le Bangladesh a, dans les années 1980, fait don d'1 million de Dollars US pour l'École primaire expérimentale de Beijing, afin de les aider à construire de nouvelles classes. C'est pourquoi cette école primaire est également connue sous le nom d'Ecole primaire de l'Amitié sino-bangladaise. Sur de nombreuses questions internationales et régionales, le Bangladesh a apporté son soutien à la Chine. Les deux pays sont devenus de bons voisins et de bons partenaires entre qui règne la confiance mutuelle.

Dans le domaine du développement économique, le Bangladesh et la Chine ont de très bonnes possibilités de convergence, et ils ont également établi un très bon consensus en matière de coopération régionale. Les industries des deux pays sont très complémentaires et les chaînes industrielles de la Chine et du Bangladesh peuvent se connecter de manière efficace. Par exemple, le Bangladesh attache une grande importance à l'industrie textile, et la Chine a besoin de déplacer ses capacités de productions de textile à l'étranger, c'est pourquoi les deux pays disposent d'une grande marge en termes de coopération en matière de capacités de production dans l'avenir.

Chai Xi pense que la visite du Président Xi est, dans le cadre d'une nouvelle ère et d'un nouveau contexte, d'une grande importance. Le Bangladesh est un pays important situé le long du parcours de l'initiative « une Ceinture et une Route », et il occupe une position centrale au sein du Corridor économique Chine-Inde-Bangladesh-Myanmar, c'est pourquoi il n'est pas interdit de croire que la visite du Président chinois permettra d'atteindre des résultats tangibles dans la promotion de l'initiative « une Ceinture et une Route » et du Corridor économique Chine-Inde-Bangladesh-Myanmar. Ye Hailin pense quant à lui qu'il y a beaucoup de points forts dans la coopération économique sino-bangladaise, et que l'on est en droit d'espérer que cette visite permettra d'obtenir d'autres réalisations dans de nombreux aspects comme les infrastructures, la modernisation industrielle, la prévention des catastrophes et d'autres encore.

(Par Liu Hui, journaliste au Quotidien du Peuple)

23 October 2016

## Government, Labor Body Cement Ties



Because of improved working conditions in garment and footwear factories across the Kingdom, the government yesterday signed a memorandum of understanding (MoU) to continue implementing the Better Factories Cambodia (BFC) program for three more years.

During a celebration commemorating the 15th anniversary of BFC, Labor Minister Ith Samheng said the government considered the program to be an important partner in the country's development and a necessary addition to its work in ensuring that worker rights are respected and factory conditions are improved.

"According to the annual report from BFC, we see that the implementation of working conditions in garment and footwear factories in Cambodia is better and better due to the number of factories that were not in compliance with the Labor Law being decreased gradually," he said.

The minister added that in the first nine months of this year, the Labor Ministry inspected 681 factories/industries, fined 56 of them and handled 6,518 individual cases.

"Depending on the success of this program's implementation, the Cambodian government has decided to continue to sign on to an MoU with the BFC program for 2017-2019 in order to plan and cooperate with and integrate BFC and the Labor Ministry," Mr. Samheng said.

Maurizio Bussi, director of the International Labor Organization (ILO) country office, said that over the past 15 years, the textile industry has undergone a number of changes in terms of production and that has contributed to the country moving from a developing country to an industrialized one.

"For Cambodia, BFC has helped more than 600 factories that employed more than 700,000 workers," he said.

He said BFC had worked to help both factories and their employees by assisting them in a variety of fields, including helping decrease the number of incorrectly processed contracts, securing wage increases, a decrease in forced overtime, sexual harassment and the use of inappropriate words as well as the health and wellbeing of employees and their children.

Minister of Commerce Pan Sorasak said he wants to continue to support BFC in order to achieve even better working conditions and more rights protection for workers in Cambodia. He told the crowd that he wanted the country to reach its vision of becoming a "center of excellence in the garment industry in Southeast Asia."

He lauded the country's garment factories, saying the Kingdom is a lead garment exporter in the region and a model for other countries to follow.

"Cambodia's exports under the generalized system of preferences to foreign markets in 2015 was a total of \$8.03 billion and the exports of garments and textiles increased by \$5.74 billion last year.

"This is bringing more confidence, buyers and garment and textile orders for the country from year to year," he said.

Coalition of Cambodian Apparel Workers' Democratic Union president Ath Thorn told Khmer Times yesterday that BFC was one of the main agencies serving as the eyes and ears of workers, monitoring working conditions, organizations and buyers.

He added that it was an important tool in checking on working conditions in factories and helped unions, Labor Ministry officials and other related parties.

"The important purpose of the establishment of BFC programs is to create a system of independent evaluation which can be trusted and accepted by all related parties to ensure the implementation and accuracy of the standards of work of the ILO and working conditions in the garment and footwear industry," he said.

According to the Ministry of Economy and Finance, in first half of 2016, the total value of exports of textiles, garments and footwear amounted to \$3.49 billion.

12<sup>th</sup> October 2016, Paris

## Chinese clothing and textiles industry strives to boost competitiveness

The Chinese textile and clothing industry, its challenges and opportunities was a topic for discussion during one of a series of presentations organised and moderated by Evalliance and its president **Jean François Limantour**, as part of the Apparel Sourcing trade show, which took place in Paris last month.

The presentation entitled *The Chinese clothing and textile industry: situation, strategies, outlook* provided an overview of the domestic industry and its potential for future growth, and was aimed at production managers attending the leading trade fair for sourcing finished products in clothing and fashion accessories.

### Chinese clothing and textiles sector

With 28 million employees, the Chinese clothing and textiles sector is the world's leading producer and exporter. In 2015, its exports topped USD 284 billion, USD 44 billion of which went to the European Union. The sharp increase in wage costs, in addition to a relative lack of skilled labour, have resulted in significant relocation of Chinese clothing production to neighbouring countries such as Cambodia, Vietnam and Myanmar.

China is also investing in textiles in ASEAN countries. As a result, the drop in Chinese exports seems greater than it actually is. Inversely, consolidated Chinese exports, from China and relocated Chinese factories, continue to grow.

### Chinese strategy

The Chinese strategy is multipronged: relocation to low-cost countries, establishing production units in countries that have preferential trade agreements with Europe (Cambodia, Myanmar, Bangladesh, etc), orientation towards the Chinese domestic market, upgrading Chinese ranges of products, investment in distribution and acquisition of foreign brands and businesses.

In order to retain and capture new markets, China is striving hard to boost competitiveness (professional training, R&D, integrating new technologies,

brands, etc.) and marketing. The very strong attendance by Chinese exhibitors at Texworld/Apparel Sourcing is proof of China's very vigorous growth.

## **Apparel Sourcing**

Having grown to one hundred exhibitors, this edition of Apparel Sourcing Paris demonstrated a unique European offer for clothing production and accessories and has been able to attract the interest of customers from as far away as America, organisers report. Praised by visitors for creating great networking opportunities stimulating decision making and business negotiations, the fair offered a diversity of services, products and skills.

"Visitors noticed the increased presence of certain countries like Hong Kong, China and Vietnam, which drew a lot of attention and were very busy, but also the return of Morocco and Tunisia, which offer short lead times that are also used by a good number of visitors," commented Michael Scherpe, President of Messe Frankfurt France.

"Product ranges sourced from nearby countries, something that is certain to increase in the future since I have signed a strategic agreement with Karim Tazi, president of AMITH (the Moroccan Association for the Textile and Clothing Industries) to promote the Moroccan textile industry on an international scale. It goes without saying that we will expand our search for new sources of procurement, where each new supplier brings into play their stock of techniques, expertise and original skills as that conforms to buyers' economic priorities."

# Soaring costs force more Chinese firms to look overseas

SCMP

| By Xie Yu, South China Morning Post | Oct. 19, 2016, 10:22 a.m.



Shoes made in China being sold in a store in Kampala, Uganda | Photo: AP

Chinese firms are increasingly eyeing opportunities outside of the country, with Africa becoming a favoured destination rather than locations in Asia, as business costs at home surge and the yuan depreciates.

Ministry of Commerce figures, released on Tuesday, show China's non-financial outbound direct investment (or ODI) surged 53.7 per cent in the first nine months on year to 882.78 billion yuan. Last month alone, ODI rose 56.9 per cent year on year to US\$16.16 billion.

The Chinese yuan has been devaluing against the US dollar, and broke through the **psychological 6.7 level against the greenback just after the recent "golden week"** national holiday.

Shen Danyang, a spokesman for the ministry, told a press briefing in Beijing that the government's **"One Belt, One Road"** initiative had helped boost business cooperation between Chinese and foreign firms.

During the first nine months, more than 4,000 engineering contracts were signed by Chinese companies in 61 countries along the Belt and Road routes, the ministry figures showed, with combined contract value of US\$74.56 billion.

According to Xinhua, at least 100 mainland based textile companies, for instance, had invested in or set up 2,600 overseas companies globally by the end of 2014, in an effort to cut costs and avoid toughening trading barriers.

Most of those have been in Asia, but there has been rising interest in setting up shop in Africa.

According to greenfield investment monitor fDi Markets, a service from the Financial Times, China-sourced capital expenditure into Africa experienced a dramatic 515 per cent increase in 2016 from 2015 figures, with five months of data to record and publish remaining, to US\$14 billion.

Roger Lee, the CEO of TAL Group, told the Post that he already plans to shutter one of its textile plants, in the southeast Chinese city of Dongguan, by the end of the year, and is setting up a new manufacturing site in Hawassa, Ethiopia.

The Hong Kong-based textile and garment manufacturing has 25,000 employees with factories in the mainland, Hong Kong, Thailand, Malaysia, Indonesia and Vietnam.

But Lee said the rising cost of doing business domestically means Ethiopia offers a lower-cost alternative, along with duty-free trade status with the all-important US market.

**TAL's investment in the first three years there is expected to be US\$10 million.**

**"Wages in China have doubled in the past five years, and other countries [nearer home] have seen double-digit annual rises, so we had to consider an alternative in which to extend our footprint."**

Compared with other countries in Asia, wages in Ethiopia are a third of Vietnam, for instance, **TAL's current most cost-effective** manufacturing base.

Hawassa has a population of 5 million within a 80.5 kilometre radius of its centre, and a poor transport system with few buses, so the company has had to arrange shuttle services to bring its workers in and out of the factory.

Although construction is four and a half months behind schedule, Lee has hired 200 employees already and sent them to Indonesia for training. The plan is to have 10,000 employees within three years, which could include opening a facility in Tanzania.

**"Eventually every country will see its costs pushed up, as what's happening in Vietnam today and what China has experienced – so companies like us have to start making long term plans," he said.**

TAL closed down its Taiwan plant in 2009 due to rising costs, and two years earlier shuttered one in Mexico which proved too remote as a manufacturing location.

Fellow textile company Jiangsu Sunshine, which specialises in woollens manufacturing and is also listed in Shanghai, also has African expansion plans.

Chairman and CEO Chen Lifen said it took the company five years to plan its move, also to Ethiopia, where it has now invested almost US\$1 billion in a factory.

**"I thought we could survive with all our production based in the Chinese mainland. But now I know that would be impossible, and I was under pressure to find a way out," he said.**

The first phase of its Ethiopian development is expected to be finished by the end of the year, and output will be worth around a third of that currently generated by its manufacturing base in Wuxi, in Jiangsu province.

Chen said she first started looking at alternative manufacturing bases in Southeast Asia as early as 2010, but gave up on expanding in the region due to a lack of confidence in local infrastructure.

**"In the past year we have really been feeling the pinch, and have seen more overseas clients transferring their orders to markets outside of China," she said.**

**"With more free trade pacts being created, such as the Trans Pacific Partnership, we started finding ourselves becoming isolated," Chen said, adding Jiangsu Sunshine's revenue dropped 9.52 per cent to 2.27 billion yuan last year.**

**China's exports of textiles and garment suffered contracted in 2015 for the first time** in six years, with the value dropping 4.9 per cent to US\$283.9 billion from a year earlier, according to official data.

Exports to Japan and Europe tumbled the most, which companies blamed on the weakened currency and rising labour costs, which surged more than 200 per cent from 2008.

Last year total textile trade, including exports and imports, fell a combined 7 per cent in renminbi terms and 8 per cent in US dollar terms.

According to statistics from the All-China Federation of Trade Unions, average wages in China have been growing at an annual compound rate of 12.2 per cent, rising from 4,538 yuan per year in 1994 to 45,676 yuan per year in 2013.

**The increased wages have helped with the government's aim of increasing domestic consumption, but have also fuelled the country's runaway housing market and reduced its competitiveness when it comes to labour costs.**



# Messe Frankfurt Launching Textile Show in Ethiopia

by Lyndsay McGregor

Posted on October 4, 2016 in [Business](#)



With more and more apparel companies sourcing garments from Ethiopia, including H&M and PVH Corp., trade show organizer Messe Frankfurt has decided to expand its event portfolio to encompass East Africa.

Texworld, Apparel Sourcing and Texprocess will each debut at Africa Sourcing & Fashion Week (ASFW) in Ethiopia in 2017, as part of an agreement Messe Frankfurt recently reached with Trade and Fairs East Africa. This marks Messe's first foray into the African textile industry.

"Due to increased wages and growing domestic demand within Asia, as well as the AGOA (African Growth and Opportunity Act) agreement between Africa and the USA, the African continent is becoming ever more important for textile production," said Skander Negasi, managing director of Trade and Fairs East Africa, noting that Kenya and Ethiopia are playing a leading role in this. "Africa's biggest textile trade fair, the Africa Sourcing

and Fashion Week, is continuing to grow. By collaborating with Messe Frankfurt and its **Texpertise Network**, this positive development will be accelerated.”

“For us, this partnership marks the start of our textile trade fair activities on an exceptionally interesting continent that is becoming more and more important for the **textile industry and whose players will come increasingly to prominence**,” said Olaf Schmidt, vice **president of textiles and textile technologies at Messe Frankfurt**. “We look forward to our collaboration as part of the Africa Sourcing & Fashion Week and are **excited about the upcoming event**.”

About 160 international exhibitors from Turkey, Sri Lanka, India and more will present apparel, leather goods and accessories at this year’s edition of ASFW, taking place Oct. 4-7 in Addis Ababa, and at 2017’s show, visitors will also have the opportunity to check out Texworld, Apparel Sourcing and Texprocess.

Last year, 19,000 exhibitors and roughly 465,000 visitors attended Messe Frankfurt’s trade fairs in Europe, North America and Asia that cover the entire value creation chain, from apparel fabrics and fashion to home and contract textiles to technical textiles and the processing and care of textiles.

21 octobre 2016

## Ethiopie : des usines textile attaquées

Le gouvernement éthiopien a fait porter lundi la responsabilité des troubles qui secouent le pays sur des « éléments » venus de deux pays voisins, l'Erythrée et l'Egypte.



Une usine textile turque de Saygin Dima a été la cible d'attaques en Ethiopie - Saygin Dima

Au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence pour une durée de six mois, le porte-parole du gouvernement a déclaré que « certains pays sont directement impliqués et fournissent armes, argent et entraînement » aux « bandes armées » responsables d'attaques contre des biens de l'Etat.

Le porte-parole, Getachew Reda, a nommément cité l'Erythrée, qui entretient de longue date un différend territorial avec l'Ethiopie, et l'Egypte avec qui Addis-Abeba est en conflit concernant le partage des eaux du Nil. Il n'a pas toutefois mis en cause directement les autorités

du Caire. « Il existe de nombreux éléments dans la classe politique égyptienne qui peuvent avoir ou pas des liens directs avec le gouvernement égyptien », a-t-il dit.

L'Egypte a déjà fait savoir qu'elle n'avait aucun rôle dans les troubles en Ethiopie. L'Erythrée affirme la même chose.

Des projets d'expropriation de terres sont sources de vives tensions depuis des mois dans le centre du pays, en particulier dans les régions d'Oromia et d'Ambara.

Des organisations de défense des droits de l'homme disent que les troubles ont fait au moins 500 morts, un bilan que le gouvernement considère exagéré.

Les protestataires s'en sont pris notamment à des usines appartenant pour la plupart à des compagnies étrangères. Une douzaine d'entre elles ont été endommagées, notamment deux entreprises de textile d'une compagnie turque.

Le Premier ministre, Hailemariam Desalegn, a déclaré dimanche, en annonçant l'état d'urgence, que la stabilité de la nation était en jeu. « Des biens d'infrastructure vitaux, des entreprises, des établissements scolaires et de santé, des bâtiments gouvernementaux, des tribunaux ont été détruits », a-t-il dit. L'état d'urgence, a-t-il précisé, ne prévoit pas pour l'heure de couvre-feu mais pareille mesure n'est pas exclue. Tout contrevenant s'exposera à une peine de prison de cinq ans.

Le Congrès fédéraliste Oromo, l'une des forces d'opposition, s'est dit inquiet de l'évolution de la situation, en particulier du rôle des forces de l'ordre dans le cadre de l'état d'urgence. « Il s'agit de manifestants pacifiques, qui ont justement demandé le retrait des soldats. Une telle situation pourrait aggraver les choses », a déclaré le vice-président de cette formation politique, Mulatu Gemedchu.

13 octobre 2016

# Lectra lance la huitième génération de la solution Modaris

La solution de développement produit dédiée à la mode Modaris se voit offrir une huitième génération par Lectra. Une évolution qui met l'accent sur la transmission de données entre équipes.



Modaris V8 – Lectra

La solution de patronage et de gradation en 2D et 3D entend notamment répondre au nombre grandissant de fabricants développant des prototypes pour les proposer à leurs donneurs d'ordre. Modaris V8 doit permettre aux marques et distributeurs sous-traitant cette phase de communiquer plus facilement sur les spécificités des produits et fluidifier le processus d'assemblage.

"Riche d'une bibliothèque de plus de 300 types de tissus et de mannequins Alvanon standards ou personnalisés en 3D, Modaris V8 accélère encore davantage l'échantillonnage, indique Lectra. Grâce à un système intelligent de liens et d'annotations, la préparation des patronages à la production devient plus simple et fiable. Autre avantage décisif, Modaris V8 permet l'échange fluide de données de qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement".

Aujourd'hui composée de 1 500 employés, Lectra officie notamment pour de grands groupes de luxe comme Louis Vuitton ou Hermès, ainsi que pour des spécialistes de la fast fashion comme H&M. Il vise pour l'exercice 2016 une croissance du chiffre d'affaires de 8 à 11 % et du résultat opérationnel de plus de 9 % à données comparables.

# « Ma méthode, la "démocrature" »

VALERIE LANDRIEU Le 10/10 à 06:00



## « Ma méthode, la "démocrature" »

**Masterclass** Avec son frère André, ce polytechnicien a fait de Lectra, spécialiste des solutions technologiques pour les entreprises utilisatrices de tissus et textiles, une pépite tricolore au rayonnement international.

**Daniel Harari, vous avez récemment été gratifié d'un prix de l'Entrepreneur de l'année. Un comble : Lectra a quarante-trois ans et vous avez repris la société avec votre frère André, il y a vingt-six ans !**

Entreprendre, ce n'est pas seulement lancer une start-up. Reprendre une entreprise et la développer, changer sa stratégie, c'est aussi de l'entrepreneuriat. Lorsqu'en décembre 1990, le patron du Ciri (Comité interministériel de restructuration industrielle) nous a dit : « *Dommage que vous ne soyez pas des industriels* », mon frère et moi, deuxièmes actionnaires de la société, avons pris notre décision en quelques minutes. Nous n'avions qu'une nuit pour rendre notre copie. En trois ans, nous avons redressé une entreprise quasi moribonde et, en dix ans, nous l'avons fait passer au rang de numéro 1 mondial. Etre entrepreneur, c'est avoir un projet d'entreprise et savoir prendre des décisions fortes, en

particulier dans les moments difficiles. C'est ce qu'André et moi n'avons cessé de faire chez Lectra.

### **Patron entrepreneur et patron manager, quelle différence pour vous qui les opposez ?**

Le patron manager est un salarié de luxe, souvent payé cher, sans réelle condition de résultat, et sans prise de risque. Manager, c'est tenter d'améliorer les choses dans la continuité. Ce n'est pas mon monde. Je ne me reconnaissais d'ailleurs pas dans les organisations patronales qui raisonnent trop, à mon avis, de façon managériale. Ce n'est pas ce dont les entreprises ont le plus besoin en ce moment. Il faudrait davantage de stratégies de rupture et de personnes capables de les mettre en oeuvre.

**En un sens, votre stratégie a été « rupturiste » : Lectra est resté en France et a augmenté ses prix, contrairement à ses concurrents...**

Au milieu des années 2000, un rapport avait conclu qu'en délocalisant, nous économiserions 28 % de nos prix de revient, mais André et moi avons considéré que nous n'avions pas le droit de prendre une telle décision. Le rôle du patron est de protéger les employés. Et puis, né en Egypte, j'ai toujours considéré que j'avais une dette envers la France qui m'avait accueilli. Nous avons travaillé d'arrache-pied sur un plan B pour rester ici et ne pas licencier. Nous avons décidé d'investir massivement sur la qualité et le service, et aujourd'hui, nous fabriquons 20 % moins cher que si nous le faisions en Chine, grâce au codéveloppement avec nos fournisseurs et à l'innovation.

### **De quelle façon entretenez-vous la culture de l'innovation ?**

Ce choix de rester en France a beaucoup mobilisé les équipes, qui ont compris que l'innovation était la solution pour garantir la pérennité de l'entreprise. L'innovation permanente, c'est une culture qui a mis des années à se mettre en place, mais qui est aujourd'hui omniprésente chez Lectra. C'est l'une des valeurs clefs de l'entreprise. Et notre technologie a entre cinq et dix ans d'avance sur nos concurrents.

### **Quelle méthode de travail a généré la feuille de route stratégique de début 2017 ?**

Ma méthode, c'est la « démocrature », une phase de démocratie avant la décision, une phase de dictature après. Le consensus amène des décisions molles, et donc de mauvaises décisions. Pour les virages stratégiques, André et moi rédigeons un plan que nous partageons par cercles concentriques d'abord avec le comité exécutif, puis avec de plus en plus de monde.

### **Du top-down à l'ancienne ?**

La rupture vient forcément d'en haut mais comme nous laissons à chacun les moyens d'exprimer son avis, c'est un travail collectif. Pour la stratégie 3.0 mise en place en 2009, nous avons fait 98 brouillons du plan stratégique. Près de 200 personnes ont été consultées en interne, en face-à-face ou en groupe. A un moment, il n'y avait plus d'idées nouvelles ; il fallait appliquer. A ce stade, je n'accepte pas que l'on ne respecte pas la décision. Il faut se soumettre ou se démettre. Il y a eu quelques décisions mémorables dans l'entreprise, parce que je les ai prises contre l'avis de 100 % du management.

### **C'est votre processus décisionnaire maison ?**

Ce fonctionnement est appliqué à toute personne à qui est déléguée la prise de décision. Le devoir de celle-ci est alors d'écouter tous les avis, dont le mien, et ensuite, de décider. Et

j'appuie sa décision de la même manière que si j'en avais été à l'origine et elle peut décider contre mon avis. Si sa décision se révélait malheureuse, jamais je ne dirais « *je vous l'avais bien dit* ». Cela fait partie des règles du jeu.

### **Vous autorisez donc l'échec ?**

Le vrai danger en entreprise n'est pas d'échouer mais de persister dans l'échec. Pour réussir, il faut savoir échouer, l'essentiel étant de réussir plus souvent qu'on échoue !

@ValLandrieu

# YOGESH SINGH: «PLUS DE DIX ENTREPRISES MAURICIENNES ONT DÉLOCALISÉ LEURS ACTIVITÉS À MADAGASCAR»

03 OCTOBRE 2016 BY [LEENA GOORAYA-POLIGADOO](#)



*Yogesh Singh, président de la Mexa.*

L’industrie textile mauricienne veut être un ‘Textile and Apparel Hub’ en travaillant en collaboration avec Madagascar. Le président de la Mexa affirme qu’entre 10 et 15 entreprises textiles locales sont présentes dans la Grande île.

**Floréal Knitwear a annoncé une délocalisation de sa production à Madagascar. Dans quelle mesure l’industrie textile sera t-elle affectée à Maurice?**

La délocalisation de nos entreprises textiles et habillement a commencé depuis longtemps. D’ailleurs, Floréal Knitwear a commencé son processus de délocalisation depuis les années 1990. Ce n’est que maintenant qu’elle l’a officiellement annoncé. Il est également bon de noter que l’ensemble du Groupe CIEL a une stratégie internationale. Il a établi des succursales non seulement à Maurice, mais aussi à Madagascar, au Bangladesh et en Inde. C’est une tendance normale. Il n’y aura donc pas d’impacts négatifs conséquents sur l’économie.

**Qu’en est-il des pertes d’emplois ?**

Les travailleurs étrangers sont la principale composante des effectifs de Floréal Knitwear.

Certains seront renvoyés dans leur pays, d'autres seront réaffectés dans des entreprises manufacturières. L'entreprise met tout en œuvre pour compenser les salariés mauriciens ou les replacera dans ses opérations à Madagascar ou au sein de ses compagnies sœurs.

#### **Pourquoi une entreprise se délocalise-t-elle ?**

Normalement, c'est le coût de production. L'objectif des entreprises est de faire des profits. Si le coût de production est trop élevé dans un pays, elles ne pourront pas rester compétitives sur le marché. Ainsi, elles chercheront d'autres environnements où elles pourront réduire leurs coûts de production. Concernant les entreprises du secteur textile et de l'habillement, c'est surtout le coût de la main-d'œuvre qui en est la raison principale. La délocalisation leur permet de demeurer concurrentielles et efficaces.

#### **En termes de coûts de production, quelle est la différence entre Maurice et ses concurrents ?**

Le coût de la main-d'œuvre est un élément majeur du coût total de production. À Madagascar, le coût de la main-d'œuvre, en termes de salaire de base, est presqu'un tiers de ce qu'il est à Maurice. Dans le cas de la Grande île, nous ne dirons pas que les entreprises malgaches sont nos concurrentes. Nous travaillons plutôt en complémentarité. Si nous comparons avec nos concurrents, à savoir le Bangladesh, le Vietnam et l'Éthiopie, le coût de la main-d'œuvre à Maurice est plus élevé.

#### **D'autres entreprises ont-elles l'intention de délocaliser leurs activités dans un proche avenir ?**

La délocalisation de nos entreprises textiles a commencé dans les années 1990. Aujourd'hui, dix à quinze sociétés mauriciennes engagées dans le secteur textile et de l'habillement sont présentes à la fois à Maurice et à Madagascar. 80 % des exportations textiles de Madagascar sont fabriquées par les entreprises mauriciennes. Nous travaillons sur une stratégie régionale pour devenir un Textile and Apparel Hub. La production haut de gamme est faite à Maurice et la production bas de gamme à Madagascar. Par conséquent, Madagascar et Maurice ne sont pas des concurrents. Nous partageons plutôt une relation complémentaire.

#### **Comment peut-on retenir les entreprises textiles à Maurice ?**

Il importe de lutter pour un environnement d'affaires concurrentiel, non seulement pour nos entreprises textiles, mais aussi pour les firmes engagées dans d'autres secteurs. Pour le faire, il importe d'attirer de nouveaux investissements dans le pays.

10 octobre 2016

## Gap signe avec Arvind pour être en ligne en Inde

Le portail de mode du groupe Arvind, NNNow.com, commercialisera en ligne les produits Gap, en exclusivité sur le marché indien.

Les articles Gap seront disponibles sur le site indien NNNow.com Gap

La vente en ligne des articles Gap en Inde commencera avant la fête de Diwali, selon les déclarations de Kulin Lalbhai, directeur exécutif du groupe Arvind, au journal Economic Times.

L'entreprise a ouvert son premier magasin dans le pays en mai de l'an dernier, et le lancement de la vente en ligne permettra aux produits Gap d'être disponibles en dehors des plus grandes villes, ce qui constitue un avantage face à des concurrents comme Zara ou H&M.

"Ce lancement numérique marque une étape importante pour le développement de Gap en Inde et permettra d'accroître les revenus de l'ordre de 15 %, la marque ayant ainsi accès aux acheteurs vivant dans les villes de plus petite taille", estime ainsi Kulin Lalbhai.

Zara et H&M, de leur côté, se concentrent sur le développement de leur présence sous forme de magasins classiques, les deux marques ne disposant pas encore de capacités de vente en ligne dans le pays.

"Le commerce en ligne est un développement naturel de notre activité. Chez H&M, nous voyons un potentiel important de croissance en ligne, mais nous préférons rester concentrés sur nos magasins pour le moment", a déclaré à ce sujet un porte-parole d'H&M.

"Le lancement en ligne procurera certainement un avantage à Gap par rapport à Zara et H&M. La plateforme NNNNow.com nous aidera à développer la marque, et pas seulement à vendre grâce à des promotions. Les prix seront uniformes dans les magasins et sur le site", selon J Suresh, directeur général d'Arvind Retail, qui détient la licence pour vendre les articles Gap en Inde.

Cette annonce intervient alors que Gap Inc. révèle avoir réalisé 1,43 milliards de dollars de vente (-2 %) en septembre. Recul qui touche fortement les marques Gap (-10 %) et Banana Republic (-9 %), mais épargne Old Navy (+4 %).

By: **PTI** | New Delhi | Published:October 23, 2016 2:48 pm



At this juncture, the roadshows will provide an opportunity to capitalise on India's potential in the sector," Secretary General of the Confederation of Indian Textile Industry, Binoy Job said.  
Express photo by Prashant Nadkar,Mumbai,21/01/2010"

Government plans to conduct roadshows to promote the country's textiles in non-traditional markets like Russia, South America and select countries in West Asia, at a time when shipments from the sector have been declining. Textile exports from India remained flat in 2015-16 at \$40 billion as compared to \$ 41.4 billion in the previous year.

Moreover, Indian textile and apparel exports have been losing their competitive edge to countries like Bangladesh and Vietnam in recent years.

"We are eyeing non traditional markets like Russia, South America and some countries in West Asia which are relatively free from turmoil like Saudi Arabia, Kuwait, Qatar and the United Arab Emirates. We will hold roadshows to showcase Indian textiles in these markets," a senior official told reporters.

However, China has also been gradually ceding ground due to rising labour costs, creating space for India in markets like Russia, which have been dependent on China for sourcing its textile and apparel needs.

“The roadshows will help attract FDI and create jobs in India. According to a World Bank report on apparel sector, international buyers are looking at economies which have the entire value chain. India is the only politically stable economy apart from China, which can offer that.

At this juncture, the roadshows will provide an opportunity to capitalise on India’s potential in the sector,” Secretary General of the Confederation of Indian Textile Industry, Binoy Job said.

In June this year, Government approved a Rs 6,000 crore special package for textiles and apparel sector to create one crore new jobs in three years, attract investments of USD 11 billion and generate USD 30 billion in exports.

It is also readying a new National Textiles Policy, which aims to achieve USD 300 billion exports by 2024-25 and envisages creation of an additional 35 million jobs.

Industry News | Time : Oct 10 2016 8:07AM

## Indonesia mulls plans to give incentives to country's textile industry

A top official at Indonesia's industry ministry has revealed the government plans to give various incentives to the country's textile industry to encourage exports and competitiveness in the global marketplace.

Mr Harjanto, the ministry's director general of international industrial co-operation, claims officials are exploring the idea of applying energy cost refunds, subsidising electricity bills for manufacturers who want to export textile products.

The ministry is also developing plans to revoke goods and services tax (GST) paid by manufacturers purchasing raw materials within Indonesia where they are making products for export, according to Harjanto, a former ministry director general for the chemical and textile industries. The GST currently levied on such textile materials is 10%.

"The idea is to give an energy refund to companies that want to commit export...and to support the use of domestic raw material [for textile production], the concept is about (revoking) GST," says Harjanto.

Currently, companies exporting their textile products can receive a reimbursement, but it takes a year before the money is repaid. The practice depletes industry capital to sustain production – a GST exemption would remove this problem. It would also, he claims, encourage manufacturers to source raw materials within Indonesia – under the reimbursement system, manufacturers will not have an "interest to export and prefer to import [inputs]."

The current ministry director general of chemical, textile and other industries Achmad Sigit Dwiwahjono adds that the government also plans to exempt from GST purchases of manufacturing equipment by Indonesian textile product exporters.

And this matters. The export of textiles and textile products from Indonesia declined 3.6% to US\$12.28bn in 2015 from US\$12.74bn in 2014, while the country expects to improve the export to US\$12.5bn in 2016, according to industry figures.

The textile sector would like the government to act fast with its incentive schemes. Anies Soengkar, chairman of the Indonesian Textile Association (API – Asosiasi Pertekstilan Indonesia) branch Pekalongan, Central Java, claims officials have been mulling these ideas since 2014.

“The government can do many things such as revoking GST but, until now, it has not been implemented,” says Soengkar. “Like electricity, it costs a lot for us as producers. Electricity is the second-biggest component of cost production, which takes 16-20 per cent of total costs, following raw materials, which occupies around 65 per cent of total cost production.”

The API has proposed that the government reduces electricity tariffs charged to the industry by 30%.

“The state-owned electricity firm PLN – Perusahaan Listrik Negara – provides bad services to us, higher tariffs and, if we delay our payment, it fines us five per cent,” says Soengkar. “But, when electricity blacks out, there is no punishment to the company.”

By August (2016), the electricity tariff charged to the textile industry was Indonesian Rupiah IDR1,593.78/kWh (US\$0.12 cents).

He claims the industry ministry has many ideas and proposals to help, but all are still under discussion because of contrary regulations among related ministries. According to Soengkar, textile producers are only using domestic raw synthetic fibre, but cotton is still imported.

Meanwhile, the industry has to deal with additional problems such as smuggling and the fact that raw material supplies are dominated by two producers – Indian-owned Indo Bharat Rayon and Austrian-owned South Pacific Viscose, states Soengkar.

## Le secteur textile en pleine expansion



08.10.2016

### **La valeur des importations d'articles d'habillement de Madagascar aux États-Unis a décuplé. L'Union européenne en est la destination prisée.**

En avant. L'industrie textile a pris son élan. Depuis le retour de Madagascar dans le cercle des pays bénéficiaires de l'African growth opportunity Act ou (Agoa), un accord de libre-échange entre les États-Unis et certains pays africains, la valeur des importations d'articles d'habillement de Madagascar aux États-Unis a plus que doublé. « En 2015, les exportations malgaches sur le marché américain ont été chiffré à 60 millions de dollars. De janvier à juillet 2016, celles-ci atteignent déjà les 55 millions de dollars contre 22 millions de dollars de la même période en 2015 », révèle un communiqué conjoint du groupement des entreprises franches et textile (GEFP) et l'Economic development board of Madagascar (EDBM) dans le cadre de l'organisation du salon Origin Africa 2016.

Ce salon du textile, habillement et accessoires qui se tiendra à Antananarivo du 3 au 5 novembre représente un grand enjeu pour le textile malgache. Ce sera une sorte de catalyseur dans la relance du secteur après la fermeture des certaines entreprises pendant les crises politiques de 2009. Durant cette période, des grandes marques et investisseurs ont quitté le sol.

#### Opportunité

Ainsi, la tenue de ce salon sera une opportunité pour les deux entités de faire venir ou revenir les investisseurs.

Toutefois, l'Union européenne reste encore la première destination des produits fabriqués à Madagascar. « Les importations de produits textiles en provenance de Madagascar atteignent une valeur de 360 millions de dollar en 2015 pour les 28 pays membres de l'UE. Tandis que l'Afrique du sud a importé environs 100 millions de dollars de produits textiles en provenance de Madagascar », indique le document. Zara, Levi's, Decathlon sont autant de marques d'habillement qui disposent des ateliers dans le pays ou travaillent avec des sous traitants.

En 2008, la Grande île était le premier exportateur de textile et d'habillement en Afrique. La crise de 2009 a tout plombé avec la suspension de Madagascar du cercle des pays bénéficiaires du régime Agoa. Maintenant que toutes les conditions sont de nouveau réunies, les entreprises malgaches pourraient espérer retrouver leur gloire d'antan.

## UNE COMPÉTITION POUR LES ENTREPRISES

Les organisateurs du salon Origin Africa a lancé hier le projet « upscale », une compétition visant à encourager les micros et petites entreprises à développer leurs activités. Ce concours est dédié aux entreprises créatives du domaine de la mode, de décoration intérieure, de la couture, des accessoires, des bijoux, des chaussures, de l'ameublement avec à la clé un chèque de 2500 dollars pour le premier prix et une participation gratuite à la prochaine édition d'Origin Africa.

## Lova Rafidiarisoa



## Textile et habillement : les exportations ont plus que doublé

Par [Les Nouvelles](#) sur 08/10/2016

**La valeur des exportations d'articles d'habillement de Madagascar vers les Etats-Unis a plus que doublé ces derniers six mois. Les trois plus gros marchés sont l'Europe, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis.**

La valeur des exportations de Madagascar vers les Etats-Unis a augmenté de 136%, a fait savoir le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) lors d'une rencontre avec la presse hier à Antaninarenina. «Pour l'année 2015, elle se chiffrait à 60 millions de dollars. De janvier à juillet, on était déjà à 55 millions de dollars contre 22 millions pour la même période en 2015», a indiqué John Hargreaves, vice-président du GEFP. Madagascar se positionne de ce fait quatrième des exportateurs africains vers les USA après le Kenya, le Lesotho et l'île Maurice.

Pour l'Union européenne, les importations de produits textiles en provenance de Madagascar ont atteint 360 millions de dollars en 2015. «Ce chiffre est très important car avant la perte de l'Agoa en 2009, Madagascar exportait plus de 300 millions de dollars sur les Etats-Unis. Donc nous sommes en train de regagner ce chemin et puis nous avons exporté quand même un peu plus de 100 millions de dollars vers l'Afrique du Sud», a-t-il ajouté. Il y a aussi des exportations vers la Chine, l'Australie mais le marché reste petit.

### Encourager les micro et petites entreprises

Eva Razafimandimbry, Directeur exécutif du GEFP a noté de son côté que, «Près de la moitié des zones franches à Madagascar ne sont pas membres du GEFP». En effet, l'adhésion à ce groupement relève du choix de chaque entreprise. Néanmoins, le GEFP encourage davantage les opérateurs à développer leurs activités. D'où l'organisation de la 7<sup>e</sup> édition du salon professionnel et international sur le textile «Origin Africa 2016» à Madagascar, plus précisément du 3 au 5 novembre prochain au Forello Expo Tanjombato. L'objectif est de faire connaître à l'international la pleine expansion de Madagascar dans le secteur du textile. La première édition a eu lieu à Kenya en 2010, et la sixième à Addis-Abeba (Ethiopie), l'année dernière.

C'est une grande opportunité pour notre pays parce que les acheteurs potentiels vont rencontrer directement les exposants tandis que les vendeurs de technologies côtoieront les entreprises locales. «D'ici trois ou cinq ans, 200 000 emplois pourront être créés dans le secteur textile d'après les prévisions du secteur privé», a affirmé pour sa part Johary Rajosefa de Economic Development Board of Madagascar (EDBM).

Un concours sera ainsi organisé pendant le salon pour encourager les micro et petites industries à développer leurs activités. Les industries créatives sont les premières

**cibles, c'est**-à-dire celles qui opèrent dans le domaine de la mode, décoration intérieure, couture, accessoires, bijoux, chaussures, ameublements,... Des lots vont être distribués aux trois premiers. Le premier prix est de 2 500 dollars avec une participation gratuite à Origin Africa 2017.

17 octobre 2016

## Sourcing : le Maghreb face à l'érosion des commandes européennes

La part des fournisseurs méditerranéens dans les importations européennes de vêtements a diminué progressivement, passant de 25 % en 2007 à 17,6 % en 2015. Les causes de ce phénomène ont été déterminées : concurrence de la part des pays asiatiques et de la Turquie, érosion des avantages commerciaux accordés aux pays méditerranéens et complexité de la situation politique et économique dans certains de ces pays.

Les exportations méditerranéennes vers l'Europe ont en effet chuté en part relative. C'est le constat fait au cours de conférences organisées par Evalliance et son président **Jean-François Limantour**, au cours de l'Apparel Sourcing 2016, le salon européen du sourcing pour les vêtements, qui s'est tenu au Bourget en septembre dernier.

Les participants semblaient être d'accord concernant le fait qu'"un programme commun sectoriel entre l'Europe et l'Afrique du Nord" doit être développé afin de déterminer une stratégie de croissance qui offre des perspectives pour l'avenir.

Pendant les discussions, il a été confirmé qu'avec 1,3 million d'employés, 3 800 entreprises et des exportations de l'ordre de 27,2 milliards de dollars en 2015, le secteur textile vietnamien est l'un des principaux exportateurs mondiaux.

La présentation du secteur textile chinois a montré que la Chine reste le principal producteur et exportateur mondial, avec 28 millions d'employés. En 2015, les exportations ont atteint 284 milliards de

dollars, dont 44 milliards dirigés vers l'Union européenne. Sa part de marché a diminué de même que sa compétitivité, en raison de fortes augmentations de salaires. Toutefois, la Chine externalise maintenant de manière intensive sa production vers les pays de l'ASEAN.

Le Maroc est le 8e exportateur de textiles vers l'Union européenne avec 2,54 milliards d'euros d'exportations en 2015. Malgré la morosité du marché en Europe, le textile marocain a réussi à croître au cours des 3 dernières années. Au premier semestre de 2016, les exportations marocaines de produits textiles ont progressé de 8 %.

A la fin de la présentation, le président de l'Association marocaine des producteurs textiles et de vêtements, et le président de Messe Frankfurt France ont signé un partenariat afin de favoriser la promotion du secteur textile et de l'habillement marocain.

# ÉCOSYSTÈMES TEXTILE : LE TIERS DES OBJECTIFS DÉJÀ ATTEINTS

Écrit par Ayoub NAÏM

Publication : 10 octobre 2016



37 projets d'investissements ont pu être exécutés dans le cadre des trois contrats de performance du textile portant sur près de 1,2 MMDH. Plus de 30.000 emplois ont pu être créés soit 1/3 des objectifs fixés par le Plan d'accélération industrielle pour le secteur à l'horizon 2020.

Les objectifs fixés par les écosystèmes de l'industrie du textile sont en bonne voie pour être exécutés à l'échéance fixée à 2020. Grâce aux trois premiers écosystèmes des filières du denim, du fast-fashion et de la distribution des marques marocaines, le secteur a pu réaliser 37 projets d'investissements avec la création de 15 locomotives du secteur et 22 PME. Ces projets ont permis la création de 31.000 emplois à ce jour, soit 1/3 des objectifs fixés par le Plan d'accélération industrielle (PAI) pour le secteur (100.000 emplois). Le ministère

de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique affirme que pas moins d'1,2 MMDH d'investissements ont pu être exécutés dans des projets permettant « l'investissement qualitatif, la modernisation de l'outil de production et le développement de la créativité et de l'innovation », précise le département de Moulay Hafid Elalamy.

L'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement avait signé, en septembre 2015, avec le ministère du Commerce et de l'industrie trois contrats de performance relatifs aux écosystèmes des filières du denim, du fast-fashion et de la distribution des marques marocaines. Les filières maille, linge de maison et textile technique viennent également d'être dotées d'écosystèmes à travers la signature de trois nouveaux contrats de performance.

Ces contrats de performance visent la création de 16.763 emplois avec la réalisation d'un chiffre d'affaires additionnel de 8,4 MMDH dont 2,75 MMDH à l'export et la réalisation de 20 projets d'investissements portés par des locomotives. Selon le département de l'Industrie, le déploiement de l'écosystème « maille » est appelé à favoriser l'émergence d'une filière intégrée reposant sur un partenariat stratégique entre locomotives et PME visant le développement d'une gamme de produits de qualité et plus diversifiée. S'agissant de la filière « Textile de maison », l'écosystème lancé permettra aux opérateurs de reconquérir des parts du marché local, ainsi que d'opérer une diversification ciblée des segments les plus compétitifs à l'export.

Pour ce qui est du « Textile à usage technique », l'écosystème innovant mis en place souhaite développer l'expertise technique nationale et attirer de nouveaux opérateurs spécialisés.

20 octobre 2016

## TEXTILE : 57 PROJETS ET 1,2 MILLIARD DE DH D'INVESTISSEMENTS ANNONCÉS DEPUIS MARS 2015

**28 projets ont été lancés lors de la signature des contrats de performance des trois premiers écosystèmes. Neuf investissements d'opérateurs étrangers signés en marge des assises de l'industrie. Les trois nouveaux écosystèmes s'engagent à réaliser 20 autres projets d'ici 2020.**

L'industrie du textile est en marche pour changer définitivement de visage! Trois nouveaux écosystèmes viennent d'être lancés, jeudi 6 octobre. Maille, textile technique et textile de maison sont les filières concernées. Objectif arrêté : réaliser 20 projets d'investissements portés par des locomotives pour un chiffre d'affaires additionnel de 8,4 milliards de DH, dont 2,5 milliards à l'export, et créer 16763 emplois à l'horizon 2020. Ces écosystèmes viennent s'ajouter aux trois premiers, lancés en février 2015, en l'occurrence Denim, Fast Fashion et Distributeurs industriels de marques nationales.

En gros, la démarche de structuration en écosystèmes dans le secteur du textile vise trois objectifs que sont l'amélioration de la compétitivité du Made in Morocco, le développement de l'innovation et l'amélioration de l'amont, qui reste le talon d'Achille de l'industrie. Les filières structurées s'engagent ainsi à développer une offre intégrée au profit des donneurs d'ordre (locomotives), à investir dans des activités à forte valeur ajoutée et essayer d'intégrer les unités opérant dans l'informel. Pour les trois nouveaux écosystèmes, la filière de la maille est ainsi appelée à favoriser l'émergence d'un tissu intégré, s'appuyant sur un partenariat stratégique entre locomotives et PME avec comme objectif de développer une offre de produits diversifiée et de qualité. La filière textile de maison devra quant à elle reconquérir les parts de marché perdues à cause de la montée des importations et aller vers les produits les plus compétitifs à l'export. A l'écosystème textile technique échoit la mission de développer l'expertise des opérateurs et d'attirer de nouveaux investisseurs.

### Le secteur réalise 25 à 30% des exportations industrielles

Pour mettre en œuvre tout ce programme, plusieurs conventions d'investissement entre le gouvernement et les dirigeants des entreprises ont été signées depuis l'identification des premiers écosystèmes en mars 2015. Hormis les 20 projets actés récemment, 28 investissements dont 6 sont portés par des locomotives et 22 par des PME, ont été annoncés en mars 2015. Ils portent sur un montant de 713 MDH et sont appelés à créer 11 951 emplois et à générer un chiffre d'affaires

additionnel de 2,3 milliards de DH et un chiffre d'affaires à l'export de 1,3 milliard de DH. La réalisation de ces projets d'investissement permettra d'augmenter la capacité de production des entreprises, de diversifier les produits et marchés, mais aussi de développer le design et la créativité dans le secteur et d'étendre le réseau commercial des distributeurs industriels. Pour le ministère du commerce et de l'industrie, ces projets favoriseront la création d'une dynamique de croissance intégrée et en parfait accord avec la logique des écosystèmes mis en place. Car ils représentent une opportunité pour conquérir de nouveaux marchés à l'export et attirer de nouveaux donneurs d'ordre internationaux. Chose faite, puisque plusieurs investisseurs étrangers ont annoncé leur installation ou la consolidation de leur présence au Maroc. En effet, lors des assises de l'industrie, Decathlon a signé un contrat pour le développement au Maroc d'une plateforme d'achat et d'un réseau de vente avec un investissement de 163 MDH. Ces projets devraient générer plus de 2 milliards de DH de sourcing local. L'enseigne compte également ouvrir 26 nouveaux magasins au Maroc et étendre son entrepôt situé à la zone franche de Tanger. Huit autres contrats d'investissement ont été annoncés dans le secteur, totalisant 425 MDH d'investissement. Les entreprises concernées sont Bluefinger, Med sourcing, Tint Color, Bernitex Clean, John Haralambous, Island Blue, Settavex, Wash & Co, et VFI. Au total, depuis mars 2015, les conventions d'investissement portent sur la réalisation de 57 projets, totalisant 20673 emplois pour des investissements qui dépassent 1,2 milliard de DH. Pour rappel, le secteur contribue pour 25 à 30% aux exportations industrielles nationales, crée près de 15% de la valeur ajoutée industrielle et est le premier employeur dans l'industrie.

# L'industrie du textile revient dans les radars

Par

Hassan EL ARIF

| Edition N°:4872 Le 10/10/2016 |

## Trois nouveaux écosystèmes: maille, textile technique et de maison Des projets pour 2 milliards de DH depuis le début de l'année

L'année 2016 devra être marquée d'une pierre blanche pour l'industrie du textile. Après la salve de contrats d'investissement signés depuis début 2016, trois nouveaux écosystèmes ont été lancés, jeudi 6 octobre. Ils s'articulent autour de la maille, du textile technique et de maison. Les trois filières se fixent pour objectif de réaliser 20 projets d'investissements portés par des locomotives pour un montant de 8,4 milliards de DH, dont 2,75 milliards de DH à l'export. A la clé, la création de 16.763 emplois. La structuration de ces trois filières en écosystèmes a pour objectif d'apporter des réponses aux challenges auxquels elles sont confrontées. Des défis qui se déclinent à travers l'amélioration de la compétitivité de l'offre Maroc, le développement de l'innovation pour un meilleur positionnement sur le marché local et de l'amont qui reste le point faible de l'industrie. Les écosystèmes s'engagent également à développer une offre intégrée au profit des locomotives, à investir dans des activités à forte valeur ajoutée et essayer d'intégrer les unités opérant dans l'informel. Dans le détail, l'écosystème maille est appelé à favoriser l'émergence d'une filière intégrée, s'appuyant sur un partenariat stratégique entre locomotives et PME avec comme objectif de développer une offre de produits de qualité et diversifiée. Pour sa part, la filière textile de maison devra reconquérir les parts de marché perdues à cause de la montée des importations et se diversifier sur les produits les plus compétitifs à l'export.

Quant à l'écosystème textile technique, il se propose de développer l'expertise dans ce domaine et d'attirer de nouveaux opérateurs spécialisés. Autant d'objectifs qui peuvent sembler des vœux pieux, mais le ministère de tutelle affirme que le fonds de développement industriel (FDI) sera mis à contribution. Le financement proviendra également de la prospection d'IDE structurants. Le gouvernement devrait également favoriser l'implantation au Maroc de donneurs d'ordre internationaux. Décathlon est le premier à avoir annoncé la création d'une plateforme d'achats qui s'engage sur un sourcing local de 10 milliards de DH, sans oublier une dizaine de magasins. Les trois écosystèmes bénéficieront d'une réserve foncière de 63 ha. Un plan de formation sera mis en place pour la mise à niveau des ressources humaines nécessaires. Depuis février 2015, plusieurs contrats de performance ont été signés entre le gouvernement et les industriels du textile.

Au total, les conventions d'investissement portent sur la réalisation de 36 projets, qui s'ajouteront aux 20 signés jeudi 6 octobre. Des projets totalisant 20.673 emplois. Le montant des investissements s'élève à 1,13 milliard de DH.

Autant de projets annonciateurs de l'émergence d'un nouveau modèle économique dans le secteur du textile et d'un positionnement sur des filières à plus forte valeur ajoutée.

#### **Le poids économique du textile**

- **165.000 emplois**
  - 1er employeur dans l'industrie (27% des emplois)
- **31,4 milliards de DH à l'export**
  - 24% des exportations marocaines de biens
- **1 milliard de pièces produites chaque année dont**
  - Sous-traitance: 600 millions
  - Co-traitance: 300 millions
  - Collections propres: 100 millions
- **1.200 entreprises**
  - En majorité des PME et des TPME

Industry News | Time : Oct 19 2016 8:22AM

## Preferential treatment to textiles: US rejects key demand

United States of America (USA) on Tuesday rejected Pakistan's foremost demand of preferential treatment to its textile products in the US market, saying that Islamabad has to rely on the existing General System of Preference (GSP), well informed sources told Business Recorder. This clear message was conveyed by the visiting top aide of US President on trade, ie, Michael Froman at a meeting with the Commerce Minister Engineer Khurram Dastgir Khan held in the Commerce Ministry's committee room.

Commerce Minister asked the visiting USTR to revise travel advisory, ensure preferential access to its textile market and ease visa regime for exporters of IT related services to further strengthen trade ties between the two countries. The US delegation is led by Ambassador Michael Froman, United States Trade Representative (USTR) at the meeting, and includes Ambassador David Hale, Matthew Vogel, Deputy USTR Michael Delaney, AUSTR, Zeba Reyazuddin, Director South & Central Asia, USTR among others.

The Pakistani delegation included Secretary Commerce Azmat Ranjha, Secretary Board of Investment (Bol) Azhar Ali Chaudhary, Additional Secretary Commerce Asad Hayauddin and Trade Minister at Washington DC Ali Tahir. According to sources, initially US had invited the Commerce Minister to visit Washington and attend TIFA meeting. However, Commerce Minister made it clear that only if the US was ready to give serious access to Pakistani textiles would he be ready to visit otherwise USTR should visit Pakistan.

Pakistani textiles, the country's main export item, is not part of the USA's GSP facility which is a major disadvantage and account for our textile exports being diverting to the EU market due to zero duty. Presently, Pakistan's major textile products are not covered under the GSP facility with only five per cent Pakistan exports covered under the GSP. "Though textiles constitute the largest exports to the US market yet not being part of GSP facility, it is very difficult for Pakistan to compete with our competitors," the sources added.

Speaking during the inaugural session, Minister for Commerce said that there are several reasons for which Pakistan deserves a preferential access to the US textile market. "Several international institutions have substantiated Pakistan's stable economy, while the security situation has also greatly improved and Pakistan is now a lot safer today than it was a few years ago. US travel advisories have become a major non tariff barrier to trade," the Minister said.

According to sources, Commerce Minister argued that Pakistan's IT sector was unable to get

any major contract of large US corporations because of training related visa issues faced by the employees. "This situation has deprived Pakistani companies of due opportunities," the sources quoted the Minister as saying. USTR directed the ambassador to look into the issuance of H-1, B visa to Pakistani IT workers. Ambassador Michael Froman maintained that TIFA serves as a premier forum for advancing trade investment relationship between the two countries.

The current economic relationship with Pakistan is just a fraction of what it could be and with TIFA we can seek that potential, he said He further stated that under the government of Prime Minister Nawaz Sharif, important structural reforms have been undertaken in Pakistan. These reforms include economic and energy reforms that have resulted in enhancing overall economic growth and lowering inflation and which provides a conducive environment for further strengthening of trade ties between two countries, the ambassador said.

According to a press release, during the meeting, the two sides discussed ways and means to improve access of Pakistani exports to the United States, including those of textiles, agricultural items, enforcement of Intellectual Property Rights in Pakistan, establishing dispute resolution mechanisms, opening up of defence procurement in Afghanistan to Pakistani companies, holding the next business opportunities conference in Pakistan and other trade related matters. Later on, experts of both sides held discussions on different agenda items at a local hotel.

# Pakistan proposes Rs200 bn for textile sector revival

**20** Oct '16

A bailout package of Rs 200 billion has been proposed by the Pakistan government to revive and modernise the [textile](#) sector of the [country](#), said minister of commerce Khurram Dastgir. The special package is being considered on the direction of Prime Minister Nawaz Sharif for introducing technological and infrastructural improvements to the textile sector.

Dastgir made this announcement at the Senate standing Committee on textile industry meeting recently held in Islamabad.

The government is also keen on providing special incentives on taxes to enhance the value addition of the textile sector. The technological revival of the industry is being considered to help it compete with regional competitors that emerged in the last ten years, according to Pakistani media.

A six-member committee has also been formed to review challenges faced by the country's textile sector. It will soon come up with recommendations for the revival, said Dastgir.

The committee also discussed the performance of Pakistan Central [Cotton](#) Committee (PCCC), which is not functional and unable to play its role in the industrial development of the sector. Addressing the committee's concern, Dastgir stated that the government is seeking private-public partnership to enhance PCCC's capacity.

Concerns over the decrease in cotton production due to farmers in South Punjab switching to crops like maize and sugarcane were also voiced by the committee. It said that good quality fertilisers and seeds need to be provided to farmers to avoid this. (KD)

# Textile exports slumped by 12.1pc in Sept

| Sector to receive major share of incentives package

October 21, 2016

**Imran Ali Kundī**

ISLAMABAD - Pakistan's textile exports tumbled by around 6 percent during first quarter (July to September) of ongoing fiscal year (2016-17).

The country exported textile goods worth \$3.

03 billion during July-September period of FY2017 as against \$3.

22 billion of the corresponding period of the previous year, according to the fresh data of Pakistan Bureau of Statistics (PBS).

Meanwhile, textile exports went down by 12.

11 percent to \$961 million during September 2016 from \$1.

09 billion of the same month of last year.

Pakistan's overall exports fell by 9 percent to \$4.

7 billion during July-September period of the FY2017 from \$5.

1 billion of last year due to the decline in textile exports.

"Pakistan's exports are no longer competitive, as these became expensive as against the exports of neighboring countries," said Federal Minister for Commerce Khurram Dastgir Khan.

He said that government is likely to announce an incentives package worth Rs120-Rs180 billion soon to boost the country's exports.

Textile sector would receive the major share of the package, he added.

"We are demanding of the government for the devaluation of the currency against the US dollar and reducing the cost of production to make products more competitive in international market," said a textile exporter while talking to The Nation.

He further said that exporters are also facing electricity and gas shortages and overdue tax refunds, which create liquidity problems for the industry.

"The government should resolve all these issues in the proposed package for boosting country's exports," he added.

Country's exports had not surged despite the fact that government had announced a package to boost exports by announcing zero-rated facility for five export-oriented sectors.

According to the PBS data, the break-up of textile's exports showed that export of cotton yarn declined to \$303.

8 million during July-September of FY2016-17 from \$382.

9 million of the same period of last year, showing a decline of 20.

68 percent.

Cotton cloth export came down to \$539.

1 million from \$560.

9 million, registering 3.

9 percent fall.

Meanwhile, yarn's export (cotton yarn excluded) recorded a decline of 26.

05 percent to \$6.

98.

Knitwear export during the period under review dropped down to \$606 million from \$630 million.

Towels exports reduced by 17.

05 percent to \$177.

9 million in July-September period of the FY2017.

However, exports of towels, tents, canvas & tarpaulin and readymade garments recorded an increase of 74.

24 percent to \$26 million in the first quarter of the FY2017 from \$14.

9 million of the same period of the previous year.

Meanwhile, exports of bed wear showed growth of 2.

82 percent to reach at \$528.

8 million from \$514.

7 million.

Exports of made-up articles (excluding towels bed-wear) also showed growth of 0.

35 percent.

# EU, India & China on Sri Lanka's apparel export radar

19 Oct '16

Sri Lanka is hopeful of increasing its apparel exports to three large economies—the EU, India and China. It is currently negotiating Generalised System of Preferences (GSP) plus facilities with EU and is in discussion with China for increasing its apparel exports. It is also hoping that India will remove the current quota of 8 million given under the ISFTA.

Prime minister Ranil Wickremesinghe was in Brussels last week where he initiated talks with the EU on restoring GSP Plus status to his [country](#).

Sri Lanka's apparel exports registered four per cent growth last year and GSP plus facility would be a further push for exports growth, according to Joint Apparel Association Forum (JAAF).

The south Asian nation is also hoping some favourable outcome from the ongoing preferential [trade](#) negotiations with India and China. The Economic and Technology Co-operation Agreement (ETCA) between India and Sri Lanka is currently in final stages of negotiation. The agreement is likely to open India's apparel import market for Sri Lanka, and remove the current quota of 8 million under the Indo-Sri Lanka Free Trade Agreement (ISFTA).

Chinese government is also likely to offer a more flexible environment for Sri Lankan apparel exports.

Sri Lanka's [textile](#) and garment exports stood at \$4.7 billion in 2015 and the country is targeting to increase this figure to \$6 billion by 2019. (RKS)

الموارد | اللغة العربية | Kapitalis



L'actualité AUTREMENT



داخل في الخير، خارج من التاكس.

Profitez de +20% de revenus sur votre épargne.



Epargne الخير

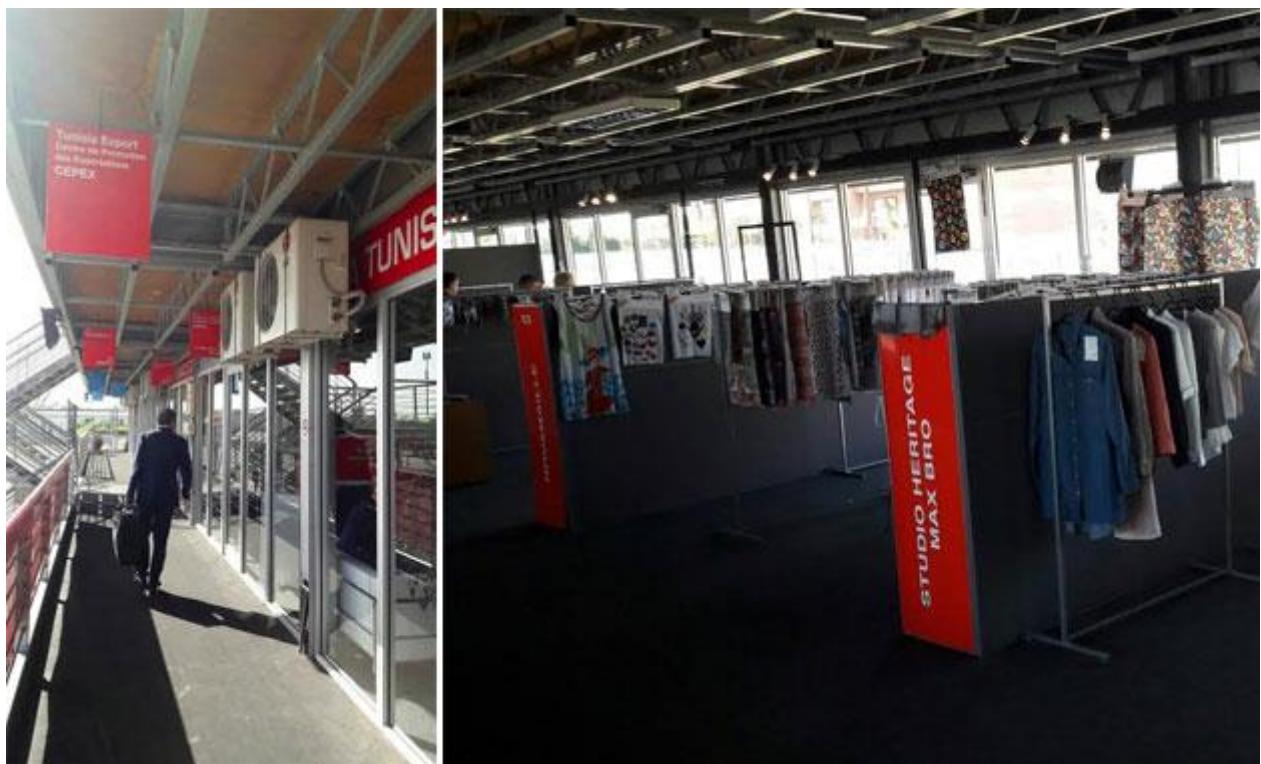
Du 1er Octobre au 31 Décembre 2016

INFOS

Disparue à Mhamdia ■ Justice: Un avocat français veut défendre Walid Zarrouk ■ Hausse de 25% de la vignette des voitures : Les nouveaux tarifs

## Le textile et habillement tunisien au salon Maroc in mode à Marrakech

21 Oct 2016 | 12:00 [ECONOMIE](#), [Tunisie](#) 0



*Cinq entreprises exportatrices tunisiennes ont participé pour la 1ère fois aux 14e et 13e éditions des salons Maroc in mode et Maroc sourcing.*

Ces deux salons, organisés concomitamment par l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith), se sont déroulés les 19 et 20 octobre courant, au Parc Expo Circuit My Hassan, à Marrakech.

Seul pavillon national au salon Maroc in mode, celui de la Tunisie, d'une superficie de 72m<sup>2</sup> a exposé des produits «*made in Tunisia*» : jeans, vêtements pour femmes, lingeries et maillots de bain, impression, sérigraphie et broderie.



Lors de l'inauguration officielle des 2 salons, le pavillon tunisien a reçu la visite de Latifa Echihabi, la secrétaire générale du ministère marocain de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique.

Les 2 salons sont organisés en 5 «*écosystèmes*» : fast fashion, denim, maille, vêtements d'images, de sport et loisirs et enseignes de distribution et services. Ils ont regroupé des exposants du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte, de l'Espagne, du Portugal, de la France, de la Turquie, de la Belgique et de la Chine.

Une centaine de donneurs d'ordres internationaux ont participé également à cette édition, venus principalement de l'Italie, du Royaume uni, de l'Allemagne, de la France et de la Suisse.



Enfin, plusieurs conférences ont été organisées en marge des 2 salons, portant sur les concurrents du Maroc dans le secteur du textile-habillement, le partenariat Amith-Messe Frankfurt, l'évolution et les perspectives des marchés mondiaux du textile-habillement...

# Tunisie : Hausse de l'investissement déclaré dans les régions, selon l'APII

par [Wiem Thebti](#) - 18/10/2016 14:18

0



Le dernier bulletin de conjoncture dévoilé par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) à African manager affiche des indicateurs globalement au vert. Chiffre à l'appui, les investissements industriels déclarés auprès des services de l'agence ont atteint à fin septembre dernier 2371,4 millions de dinars, enregistrant un bond de 26,5%. Par rapport à la même période de 2015, quelque 2673 projets ont été déclarés, marquant une augmentation de 6,7%, et qui devraient permettre la création de près de 39279 postes d'emplois (+3,6%).

Les neuf premiers mois 2016 ont été caractérisés aussi par une hausse au niveau de l'investissement déclaré dans les zones de développement régional (+47,8% à 1165,8 millions de dinars).

Cette tendance haussière a été affichée au niveau des projets dont le cout des investissements est supérieur à 5MD. L'évolution était de l'ordre de 48,4% pour un montant de l'ordre de 1355 millions de dinars, ce qui permettrait de générer 8369 postes d'emplois, voire plus une progression de 102,2% des investissements 100% étrangers, outre la reprise de 20,3% des investissements tunisiens.

Côté baisse, les intentions d'investissements dans l'industrie cuir et chaussures et le textile-habillement poursuivent leur repli.

Ainsi les investissements déclarés dans les industries du cuir et chaussures ont reculé de 66% durant les neuf premiers mois de 2016. Idem pour les industries du textile-habillement dont les investissements ont chuté de 31,4%.

# Better life? Syrian kids in Turkey must go to work, not school

Dominique Bonessi, Special for USA TODAY 7:04 a.m. EDT October 15, 2016



(Photo: Dominique Bonessi)

ISTANBUL — On a sunny Saturday afternoon in September, a group of Syrian children gathered with their mothers in a neighborhood park for a free program of games, songs and drawing.

For parents who fled Syria's civil war to give their youngsters a better education here, the sessions led by Syrian music teacher Maisa Alhafez are welcome because Turkey has been unable to provide enough spaces for all the school-age children.

That creates a tough dilemma for the refugee parents: enroll their children in a school they can't afford or send them out to work to help support the family.

More than a half-million Syrian children in Turkey aren't enrolled in school, while many of the 330,000 who attend classes can barely afford the fees, according to UNICEF.

Other children must work to help support their families, often in textile factories where girls are vulnerable to exploitation.

One mother in the park, Fatima El-Helu, said it took three attempts to find a school that was convenient and affordable. When the family arrived in Istanbul a year ago, El-Helu's two children were placed in a Syrian school out of their area.

"The kids left the house before sunrise to go to a school that is very far away," El-Helu said in Arabic.

After a teacher slapped her son, who has a speech impediment, she moved her children to a Syrian school closer to home. But the hours — 4 to 10 p.m. — and the fees of \$110 per year plus \$32 per week for transportation proved too much.

Now her children are in a Turkish school and seem to have settled in. Her daughter has made friends with a Palestinian girl, so she has someone to speak Arabic with at school. But money is still an issue. According to El-Helu, Turkish children get \$10 a year for books and other supplies, while refugee students from neighboring Syria are told to share supplies or go without.

Turkey's Ministry of Education, with funding from UNICEF and other aid groups, has set up more than 350 temporary Syrian schools in urban areas of the country, offering courses taught by Syrian instructors in Arabic. The government waived tuition fees for several schools, but parents still must pay a \$30 registration fee and transportation costs.

Turkish law prohibits employing children under age 15, and those younger than 18 can work only under special circumstances, as long as it doesn't interfere with their schooling, according to the [Fair Wear Foundation](#) in Turkey.

There are no solid numbers on how many children are actually in the workforce in violation of the law, but [Human Rights Watch](#) says child labor is "rampant."

"Many children are working the informal sectors — washing dishes, carrying tea trays and selling tissues on the street," said Daryl Grisgraber, a senior advocate at Refugees International. "Children work behind the scenes in the service industry. We also heard a lot about children working in the textile industry."

Zainab Al-isla, 14, and Alia Ibrahim, 15, are friends from Aleppo, Syria, and both work here in Syrian-run textile factories. They said Syrian girls are especially vulnerable to working long hours and are paid \$270 a month, while the boys they work with make double that.

Al-isa said she was attending a Turkish school but had trouble understanding her classes. When it came time to take midyear exams, her parents pulled her out of school to start working. Asked if she wants to go back to her studies, she said, “No, I won’t go back to school because I like working.”

UNICEF strongly urges the Turkish government to develop programs to protect Syrian children and ensure their right to go to school. The Turkish Ministry of Education declined to comment on the issue.

With the new school year just beginning, El-Helu said she is not sure what she will do if she cannot afford the transportation cost. “I just hope we can return to Syria soon,” she said.

# Garments from Bangladesh, China, Vietnam on US Exploitative Labor List

by Lyndsay McGregor

Posted on October 4, 2016 in [Labor](#)



An estimated 21 million people worldwide are victims of forced labor, according to the International Labour Organization (ILO). And the U.S. Labor Department's Bureau of International Labor Affairs (ILAB) recently revealed where.

As required under the Trafficking Victims Protection Reauthorization Act (TVPRA) of 2005 and subsequent reauthorization, ILAB updated its list of goods produced by child labor or forced labor Friday, disclosing that 139 goods from 75 countries around the world are believed to be made by children or people trapped in jobs they cannot leave.

Now in its seventh edition (the first was published in 2009), the list includes three new goods (pepper, potatoes and silk cocoons) and two new countries (Costa Rica and Sudan).

On the bright side, garments from Jordan have been removed from the list because ILAB has reason to believe that child or forced labor has been “significantly reduced if not eliminated” from production.

The primary purpose of the list, which is based on a wide variety of publicly-available sources, is to raise awareness about forced and child labor and to promote efforts to address them. It's also proved a valuable resource to many companies in carrying out risk assessment and due diligence on labor rights in their supply chains.

Among the countries ILAB has reason to believe use both child and forced labor to produce garments are India, Thailand, Vietnam and Argentina, while forced labor is used in Malaysia, Brazil and China and child labor in Bangladesh.

**But that's not to say all garments produced in those countries are made by forced or child labor.** ILAB is careful to note that an entry on the list merely indicates that there is “**significant incidence**” of **exploitative labor practices in the production of that good in that country.** At the same time, a country’s absence from the list doesn’t mean that there are no instances of child or forced labor there—research methodologies are still in developmental stages—and in the manufacturing sector, garments appear most frequently on the list so brands are advised to be wary.

Thus, because ILAB found a substantial rate of forced labor in textile production in Bangladesh, Cambodia, China and Vietnam, materials from those countries are on the list. Similarly, the bureau has reason to believe textiles from North Korea are manufactured using forced labor, while those from Ethiopia, India and Nepal are at fault for using both.

In addition, child laborers allegedly make footwear in Bangladesh, India, Vietnam, Brazil and Indonesia, while China is believed to use forced labor to do so.



View Today's Arkansas Democrat-Gazette Print Edition

Login

Register

Subscribe Now

# ArkansasOnline



Search ArkansasOnline



FOLLOW US:



Home News Obituaries Business Entertainment Sports Photos Videos Features Events Classifieds Jobs Homes Autos Crime Right2Know Traffic Broadway Bridge Archives News Tip Whole Hog Sports Arkansas Life Place an Ad Arkansas Daily Deal

Sunday, October 23, 2016, 2:44 a.m.

## China clothing maker to locate in Arkansas, hire 400

0

### Little Rock preferred site for plant; deal has \$2.7M in incentives

By [Brian Fanney](#)

This article was published October 21, 2016 at 5:45 a.m.

Suzhou Tianyuan Garments Co. will be the first Chinese company to manufacture clothing in the United States and it will do so in Arkansas, according to an announcement Thursday.

It was the second announcement in six months of the intentions of a Chinese company to locate a plant in Arkansas. Tianyuan has agreed to hire 400 full-time employees at an average wage of \$14 per hour. It manufactures clothing for Adidas, Reebok and Armani at five factories in China.

Arkansas, like many other Southern states, has lost thousands of textile and clothing manufacturing jobs to lower-paid workers overseas.

Gov. Asa Hutchinson, who left for China on Saturday with the hopes of attracting another Asian company to the state, made the announcement Thursday via videoconference. In April, Sun Paper, another Chinese company, announced it would build a \$1 billion pulp mill in Clark County near Arkadelphia.

Tianyuan officials did not participate in the videoconference, which occurred late in the evening in China.

"In previous decades, we have lost manufacturing certainly to Mexico, we've lost manufacturing to China," Hutchinson said. "Now we see that same manufacturing wanting to return to the United States of America."

The governor said Little Rock is the preferred location for the \$20 million investment, but the company is not obligated to locate in the capital city.

Arkansas has agreed to more than \$2.7 million worth of economic development incentives, and Little Rock and Pulaski County have agreed not to charge the company up to 65 percent of its

property tax obligations, according to an agreement signed by state officials and Tianyuan's president.

Arkansas Economic Development Commission Director Mike Preston said during the teleconference the company wanted access to the North American market.

Hutchinson said the deal was driven by Arkansas' central location in the hemisphere and in the United States, as well as slowing economic growth in China.

"The Chinese economy has matured to the extent that they want to look beyond simply the consumer market here [in China]," Hutchinson said. "They want to tap into the consumer market across the globe."

Likewise, Sun Paper wants to move into Arkansas because of the availability of trees, the governor said.

Kathy Deck, director of the Center for Business and Economic Research at the University of Arkansas at Fayetteville, said in an interview that the economic growth in China has lifted wages there while worker pay has remained relatively steady in the United States.

And while China's economy is still growing, that growth has slowed, so the market for apparel and other products may be more lucrative in the United States than in China. That's despite the fact a stronger dollar makes it more expensive to buy goods from the United States and less expensive to import them.

"Companies are always looking to be in the right place, to have the best access to their market at the lowest cost," Deck said. "The Chinese consumer may not be the target demographic in the way that they have been in the past."

During the videoconference, Preston said Bentonville-based Wal-Mart's Made in the USA campaign is also a driving factor for companies locating domestically.

"That's something that's taking effect over here," he said. "It's getting a lot of companies interested in doing business with Wal-Mart, knowing that Arkansas is a good place to have that manufacturing."

Manufacturing as a percentage of Arkansas' economy continues to decline, Deck said. Even if the value of the goods made in Arkansas was holding steady, fewer workers would be required to make them because of increased automation.

"Anytime you see job creation in the manufacturing sector, it's very surprising because manufacturing has become so efficient -- so amazingly efficient -- that we just don't create as many jobs even if manufacturing output is moved to the state," she said. "You just don't see the investment dollars creating as many jobs anymore because those dollars go toward these very high-tech machines."

Hutchinson called Tianyuan "highly automated."

Arkansas, like other states, has lost thousands of textile and clothing manufacturing jobs to foreign competitors over the past several decades.

According to data from the U.S. Census Bureau, Arkansas employed about 10,000 people in textile mills, textile product mills and apparel manufacturing in 1998, the earliest year that such data is available online.

In 2004, about 4,000 people worked in the industry.

A decade later, the number had dropped to between about 1,400 to 2,000 people.

"Bringing garment manufacturing back to Arkansas is probably met with some initial skepticism because everyone thinks, well, we've lost shoe manufacturing, we've lost some of our apparel industry in the past," Hutchinson said.

For example, in 2001, Aalfs, a maker of private-label bluejeans for J.C. Penney, Tommy Hilfiger and others, cut about 750 jobs in Mena. Munro & Co. of Hot Springs, which made shoes, said it would cut 260 jobs. Capital Mercury Apparel Ltd. laid off 140 people in Salem and 35 to 40 people in Gassville.

Fruit of the Loom, the second-largest employer in Osceola, told its 793 employees it would close its then-13-year-old plant in 2000.

Crompton Mills, a longtime textile plant in Morrilton, closed and put 1,100 people out of work in 1985. The town was hit again in 1999 when Levi Strauss & Co. pulled out of the town to use foreign manufacturing, costing 600 jobs.

The North American Free Trade Agreement, or NAFTA, which went into effect in 1994, was widely blamed for the loss of clothing and fabric manufacturing jobs to Mexico, according to archived news reports.

But Kaye Crippen, an associate professor of merchandising, textiles and design at the University of Arkansas at Pine Bluff, said the industry's exodus started well before the 1990s because wages were so much cheaper elsewhere.

When Asian currencies collapsed in the late 1990s, products there became cheaper. China also joined the World Trade Organization in 2001, which eliminated textile quotas by 2005.

Also, automation, which helps the United States compete with cheap labor elsewhere, has not affected the clothing industry as much as other manufacturing, Crippen said.

"We don't have robots so much in apparel manufacturing as we do automated machines," she said. "It's low-tech and it's always been highly labor intensive, so that's one of the reasons that high labor costs were so important in driving it offshore."

As such, training a workforce will be an issue, but she hopes the university can help train local people seeking jobs.

News reports indicate that some new fabric plants have opened in North Carolina and South Carolina and elsewhere in the South, but Lloyd Wood, spokesman for the National Council of

Textile Organizations, said the textile side of the business is highly automated, unlike clothing manufacturing.

Still, cheap energy, lower transportation costs, access to cotton and, most importantly, shorter turnaround times are helping both textile and apparel manufacturing in the United States, he said.

Wood said Adidas is opening its own factory in Georgia to make shoes. According to a news release from Hutchinson, Tianyuan currently makes 90 percent of the garments under the Adidas brand.

"We have some advantages that people might not think about," Wood said.

Asked why the new apparel jobs hadn't been targeted at the Delta -- which sustained some of the heaviest textile job losses -- Hutchinson said there are Chinese apparel manufacturers looking at eastern Arkansas and the Delta.

"Those are ongoing discussions," he said.

The governor called Thursday's job announcement an opportunity.

"I think it's probably an indicator of more people coming back," Crippen said of Tianyuan. "I'm not quite sure where it's all going to go, but this is a major announcement."

*A Section on 10/21/2016*

## Easier life for textile traders?

Update: October, 07/2016 - 10:00

Workers at the Hué Textile and Garment Joint Stock Company check products for export. – VNA/VNS Photo Quốc Việt

HÀ NỘI – The Ministry of Industry and Trade has submitted a proposal to Prime Minister Nguyễn Xuân Phúc suggesting solutions to issues raised by the Việt Nam Textile and Apparel Association (VITAS). This includes a proposition to abolish inspections of formaldehyde content in textiles and garments.

VITAS said the current regulation on this inspection has no legal grounds, and is costly and time-consuming. The ministry has recommended that the directive be abolished and instead, a national technical standard for garments and textile products be put in place. The standard is to be promulgated by the beginning of 2017.

Responding to VITAS' demand for modifications in the garment and textile industry's planning and strategy, the ministry has scheduled changes next year in keeping with market realities.

The ministry said the sector's ability in dyeing has been limited due to shortage of capital for investment in modern technologies and waste water management.

To encourage growth, it has proposed that the Government conduct specific studies to grant licences for the establishment of 500- to 1,000-hectare garment and textile industrial parks (IPs), as well as give them preferential interest rates.

Deputy minister Trần Quốc Khánh recently told *Việt Nam News* that the ministry has tried to solve the sector's business problems and that legal documents under the ministry's authority that are causing problems would be abolished in the shortest possible time. -- VNS

Votre seul journal en langue française du Vietnam. Éditeur : Agence Vietnamienne d'Information

# LE COURRIER DU VIETNAM

Lundi, 10/10/2016

Home | Politique | Société | Economie | Culture | Francophonie | International | Diaspora | Opinion | Dossier | Tourisme | Insolite | Styles | Info services | E-Paper

Entrée en vigueur de l'Accord de partenariat et de coopération Vietnam - UE  
05/10/2016 17:31

En suite de la ratification par tous les membres de l'Union européenne (UE), l'accord de partenariat et de coopération UE - Vietnam est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre, a annoncé le Service au commerce de l'ambassade du Vietnam en Belgique et auprès de l'UE.



*Les articles de textile-habillement vietnamiens s'écoulent bien sur le marché européen.* Photo : Hai Âu/VNA/CVN

Selon une notification du Conseil européen du 29 septembre à la Mission permanente du Vietnam auprès de l'UE, l'accord de partenariat et de coopération UE-Vietnam a été ratifié par les Parlements de tous les pays membres, et les procédures nécessaires auprès des institutions de l'UE ont été achevées.

L'accord de partenariat et de coopération UE - Vietnam qui a été signé à Bruxelles le 27 juin 2012, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre, sera le cadre juridique des accords de coopération entre l'UE et le Vietnam, dont l'accord de libre-échange UE - Vietnam qui doit être signé prochainement avant d'être soumis pour ratification au Parlement européen et à l'Assemblée nationale vietnamienne.

Depuis son Renouveau, l'UE est progressivement devenue l'un des premiers partenaires économiques du Vietnam. Les relations bilatérales ne cessent de s'approfondir dans l'intérêt des deux peuples.

Selon les statistiques du ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce, les exportations nationales en UE en 2015 ont atteint près de 30 milliards d'euros. En outre, les pays membres de

l'UE ont recensé, l'année dernière, plus de 1.700 projets d'investissement cumulant 21,48 milliards de dollars de capitaux.

Les relations de commerce et d'investissement entre les deux parties ont permis de créer des millions d'emplois et d'améliorer la qualité des produits vietnamiens pour le marché européen.

## Far Eastern New Century to expand business in Vietnam

20 Oct '16



Taiwanese manufacturer and supplier of [textile](#) materials Far Eastern New Century considers Vietnam as the best destination for diversifying its manufacturing base from China. Cheap yet quality labour as well as lower tariffs in Vietnam are some of the reasons why the manufacturing company is doubling production lines at its clothing factories in the [country](#).

The company that is expecting a growth of 300 per cent in a year at its fabric dyeing and finishing plants will continue to build additional facilities such as fabric and yarn factories in the country, according to Taiwanese media reports.

Eric Hu, president of Far Eastern New Century, said at a [trade](#) show that the company cannot think of a market better than Vietnam to build their new manufacturing base.

He said that Vietnam could also benefit from the Trans-Pacific Partnership (TPP), an agreement signed between 12 countries including Vietnam and the US to help create the largest free trade bloc in the world. It is yet to be approved by parliaments of the participating nations, though.

The Taiwanese firm supplies materials to multiple global brands like Under Armour, Adidas, H&M, Columbia, J.Crew and more. (KD)

**Business**

# Free trade deal to boost EU-Vietnam trade by 50 pct

By [VnExpress](#) October 21, 2016 | 07:00 pm GMT+7



Vietnam's garment and textile exports to the EU will be freed from tariffs when a free trade deal takes effect, possibly in late 2017. Photo by Reuters

**European firms are upbeat about a deal that will cut thousands of tariffs from late 2017.**

A free trade agreement signed between the European Union and Vietnam in August last year is expected to boost trade value between the markets by up to 50 percent by clearing thousands of tariffs.

The trade pact is expected to cut 4,959 tariff lines, or 52 percent of the total between the markets, to zero when the agreement takes effect at the end of 2017, and another 144 tariff lines by the end of 2018, insiders said at a conference on Thursday.

Products to benefit from the tax break include materials used for garments, textiles and shoes, and Vietnam's major exports such as seafood and agriculture produce.

Michael Behrens, chairman of the European Chamber of Commerce in Vietnam (EuroCham), which represents around 900 European businesses, said the trade deal is expected to enhance investments that can create millions of new jobs in Vietnam.

He said the trade deal will help increase trade value between the countries by 50 percent in just a few years. Annual trade between Vietnam and the EU is currently worth around \$31 billion.

EuroCham is going to open an office, in the central city of Da Nang, after the two in Hanoi and Ho Chi Minh, to facilitate the increasing interest of European firms in Vietnam.

A recent survey by the organization showed high confidence among European firms about their business prospects in Vietnam, with more than 70 percent of respondents describing their business situation at present as well as the next quarter as "excellent" or "good".

Behrens said European businesses in Vietnam are upbeat about the market, and they are looking forward to the free trade deal, which is expected to take effect in late 2017.

He believed that Brexit will not delay the implementation of the trade deal, but said that any delays will affect the companies' enthusiasm and lower investments.

The EU is a major investor in Vietnam with more than 1,800 projects effective as of the end of April this year, mostly in industry and construction. Their registered capital totals over \$23.16 billion.

## Le groupe taïwanais de textile Far Eastern souhaite étendre ses activités à Binh Duong

VENDREDI 14 OCTOBRE 2016 - 16:26:42 [IMPRIMER](#)



*Le groupe taïwanais de textile Far Eastern a reçu la licence d'investissement de Binh Duong.  
Photo: VNA*

Binh Duong (VNA) - Le président du groupe taiwanais de textile Far Eastern, Douglas Tong Hsu, a effectué jeudi une visite dans la province méridionale de Binh Duong pour se renseigner sur la politique d'attraction des investissements de cette localité pour l'expansion de sa production.

Lors de la rencontre avec les autorités provinciales, Douglas Tong Hsu a présenté l'envergure de production de son groupe dans le monde.

L'usine du groupe Far Eastern à Binh Duong, spécialisée dans la production du textile et des fibres chimiques, est la troisième plus grande de ce groupe, après les deux autres implantées en Chine et à Taïwan (Chine).

Far Eastern prévoit de fabriquer des produits intelligents dans l'habillement et des pièces électroniques.

Trân Thanh Liêm, président du Comité populaire provincial, a déclaré que Binh

Duong offrira des conditions favorables aux investisseurs, dont le groupe Far Eastern à élargir ses activités de production dans la localité.

"Binh Duong vise à attirer des investissements dans des secteurs respectueux de l'environnement qui créent des produits à forte valeur ajoutée et nécessitent moins de main-d'œuvre. Elle met également l'accent sur le développement urbain pour devenir ville de première catégorie d'ici 2020", a-t-il ajouté.

Binh Duong figure dans le top 5 des localités du pays en termes d'attraction des investisseurs étrangers, avec une valeur totale de capitaux enregistrés de plus de 25 milliards de dollars.

Taiwan (Chine) est l'un des grands investisseurs de Binh Duong avec 730 projets d'un fonds cumulé de 5,2 milliards de dollars. -VNA